



Conseil de sécurité

Distr. générale
4 juin 2002
Français
Original: anglais

Lettre datée du 4 juin 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte contre le terrorisme

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, que Fidji a présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(Signé) Jeremy **Greenstock**



Annexe

**Note verbale datée du 31 mai 2002, adressée au Président
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373
(2001) concernant la lutte contre le terrorisme par la Mission
permanente de Fidji auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Représentant permanent de la République de Fidji auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte contre le terrorisme et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint, en application du paragraphe 6 de ladite résolution, le rapport du Gouvernement fidjien sur les mesures qu'il a prises pour appliquer la résolution (voir pièce jointe).

Pièce jointe

Rapport présenté par le Gouvernement de la République de Fidji en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, en date du 28 septembre 2001

Paragraphe 1

Alinéa a) – Quelles mesures, le cas échéant, ont été prises pour empêcher et supprimer le financement des actes terroristes en plus de celles énumérées dans vos réponses aux questions sur les alinéas 1 b) à 1 d)?

La loi de 1997 sur l'entraide judiciaire et la loi de 1997 sur le produit des activités criminelles ont été promulguées avant les événements du 11 septembre. Toutes deux contiennent des éléments portant sur le repérage et la saisie du produit des activités criminelles, qu'il soit ou non d'ordre pécuniaire, ainsi que sur la coopération judiciaire.

Le Ministère des finances et la Banque de réserve devront prendre des mesures spécifiques s'agissant de la liste d'entités, d'organisations et de particuliers établie par le Comité en vue de déterminer si ces groupes et particuliers effectuent des transactions à Fidji et combattre ainsi le financement du terrorisme.

Alinéa b) – Quelles sont les activités énumérées dans cet alinéa qui constituent des infractions dans votre pays et quelles sont les peines applicables?

Aucune mesure législative ou réglementaire n'a été prise à la suite des événements du 11 septembre et de la résolution 1373 (2001). De telles dispositions devraient s'inscrire dans le cadre d'une réforme plus générale qui tienne compte de toutes les questions pertinentes.

Les deux lois susmentionnées (entraide judiciaire en matière pénale et produit des activités criminelles) prévoient les mesures et peines suivantes : l'infraction de blanchiment de l'argent est passible d'une amende de 120 000 dollars ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de 20 ans (69). Les infractions principales et les infractions graves sont passibles de la peine de mort ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée minimale de 12 mois (s3). Ces lois prévoient également la confiscation ou la saisie des profits illégaux, la perquisition, la levée de l'écran social ainsi que des mesures conservatoires.

Alinéa c) – Quelles dispositions législatives ou procédures existent dans votre pays pour le gel des comptes et avoirs détenus dans les banques et institutions financières? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures pertinentes qu'ils auront prises.

La loi de 1997 sur l'entraide judiciaire et les sections 69 et 70 de la loi de 1997 sur le produit des activités criminelles érigent en infraction le blanchiment de l'argent. La section 61 fait obligation aux institutions financières d'alerter le Directeur de la police ou le Procureur général lorsqu'elles ont de bonnes raisons de soupçonner que certains renseignements dont elles ont connaissance concernant une transaction donnée pourraient être utiles dans le cadre d'une enquête. La section 59 impose par ailleurs aux institutions financières d'obtenir, de vérifier et de consigner l'identité de leurs clients.

Pour sa part, la Banque de réserve a publié des directives en matière de blanchiment de l'argent. Aux termes de la loi de 1993 sur la Banque de réserve (Cap 210), c'est à la Banque de réserve qu'il incombe de contrôler les changes pour suivre et réglementer les flux de capitaux dans tout le système bancaire.

La loi sur le contrôle des changes fixe les modalités selon lesquelles la Banque de réserve détermine les conditions applicables à l'ouverture de comptes de résidents et de non-résidents en monnaie fidjienne ou en devises, dans les banques fidjiennes ou offshore, ainsi que dans les institutions financières et les établissements de crédit qui sont reconnus par elle. Les politiques monétaires et les mesures de contrôle des changes appliquées par la Banque de réserve ont été progressivement assouplies depuis le 11 septembre.

En février 2002, le Comité fidjien des responsables de la lutte contre le blanchiment de l'argent (AMLOC) a achevé l'exercice d'évaluation mutuelle du dispositif de lutte contre le blanchiment de l'argent à Fidji, auquel il a été procédé sous les auspices du secrétariat du Groupe Asie-Pacifique, conformément aux 40 recommandations du Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux. Les autres dispositions législatives présentant un intérêt pour le Comité contre le terrorisme sont les suivantes : loi sur les impôts indirects (Cap 99), loi financière (contrôle et gestion) (Cap 69), loi relative aux douanes (Cap 196) et d'autres textes relatifs aux impôts et aux taxes.

Alinéa d) – Quelles sont les mesures mises en place pour interdire les activités énumérées dans cet alinéa?

Outre les lois de 1997 sur l'entraide judiciaire et le produit des activités criminelles, le dispositif de lutte contre le blanchiment de l'argent comprend l'AMLOC, qui a été créé pour superviser les mesures prises à cette fin. L'AMLOC est présidé par le Ministère de la justice et compte parmi ses membres des représentants du parquet, de la police, de la Banque de réserve, ainsi que de la Direction des impôts et des douanes. D'autres ministères y seront bientôt représentés. L'AMLOC fera directement rapport au Conseil national de sécurité sur l'application des initiatives en cours et supervisera l'élaboration de nouvelles initiatives. Il est prévu d'étendre son mandat pour y inclure des attributions en matière de lutte contre le terrorisme.

D'autres dispositions législatives régissent le fonctionnement des sociétés caritatives ou religieuses, des coopératives, des associations politiques ou professionnelles et des sociétés anonymes (voir lois de la République de Fidji, Caps 66 à 68, 248 à 261). On ne sait pas encore très bien comment de telles entités pourraient être infiltrées par des groupes terroristes. Cependant, la décision récente prise par les tribunaux de radier une fondation à but caritatif est de nature à dissuader les organisations liées au terrorisme de s'implanter à Fidji ou d'y mener des activités.

Paragraphe 2

Alinéa a) – Quelles mesures législatives ou autres avez-vous mises en place pour donner effet à cet alinéa? En particulier, quelles sont les sanctions pénales prévues dans votre pays pour réprimer i) le recrutement de membres de groupes terroristes et ii) l’approvisionnement en armes des terroristes? Quelles autres mesures avez-vous prises pour empêcher ces activités?

La Constitution de la République de Fidji (art. 112) sanctionne la création des forces militaires de la République de Fidji qui, aux termes de la loi de 1949 sur les forces militaires fidjiennes (Cap 81), relèvent du Ministère de l’intérieur. Cette loi régit la création, le recrutement et les opérations des forces militaires ainsi que ses mandats.

L’article 111 de la Constitution confirme le caractère constitutionnel des fonctions du Directeur général de la police, sous le commandement duquel sont placées les forces de police fidjiennes. La création et le fonctionnement de ces forces sont régis par la loi de 1966 relative à la police (Cap 85). En plus de réglementer le recrutement et les mesures disciplinaires, cette loi définit les infractions liées à la possession d’articles fournis aux membres de la police pour l’exécution de leurs fonctions (port d’arme), fait interdiction aux membres de la police d’appartenir à certaines associations et définit les circonstances dans lesquelles les services de police peuvent opérer en dehors du territoire national (sect. 43 à 59) (Décret d’urgence et Constitution).

Alinéa b) – Quelles autres mesures prenez-vous pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis et, en particulier, quels mécanismes d’alerte rapide avez-vous mis en place pour pouvoir échanger des renseignements avec d’autres États?

Loi de 1997 sur l’assistance mutuelle et loi de 1997 sur le produit des activités criminelles

Le Conseil national de sécurité a été rétabli, à la suite de la crise politique de mai 2000 et de la dissolution des services fidjiens de renseignement à laquelle a procédé le gouvernement Chaudhry en 2000. Ses principales fonctions consistent à suivre de près toutes les questions relatives à la sécurité, à décider des mesures à prendre en la matière et à s’attaquer aux problèmes avant qu’ils ne deviennent aigus, contrairement à ce qui a été fait lors des événements du 19 mai.

L’insurrection qui a eu lieu en mai 2000 aurait pu être évitée si le Gouvernement, qui a été renversé depuis, avait ajouté foi aux avertissements de la police. Les services de renseignement militaire et la police avaient averti le gouvernement [Chaudhry] que la tension montait et qu’il fallait s’attaquer au problème sans tarder. La brigade spéciale de la police et les services de renseignement militaire n’ont pas failli puisqu’ils ont fait savoir au Gouvernement qu’à défaut d’une intervention, le problème s’aggraverait et mènerait à une situation analogue à celle qui s’est produite le 19 mai.

La création du Groupe mixte des organismes d’application des lois (CLAG) permet l’échange d’informations ainsi que la mise en commun des ressources et des connaissances spécialisées en vue de combattre la criminalité. L’idée est née lors de la Conférence des chefs de police du Pacifique Sud et le mandat du CLAG national est en cours d’élaboration. Étendre ce mandat à des questions plus générales ayant

trait au terrorisme international et aux problèmes connexes exigera un renforcement des capacités et des connaissances spécialisées ainsi qu'une assistance technique appropriée.

En novembre 2001, les services de police ont surveillé les agissements de personnes soupçonnées d'avoir des liens avec deux terroristes qui se sont subrepticement introduits sur le territoire fidjien en septembre. Afin d'être en mesure d'appréhender quiconque entretient des liens avec les terroristes, la brigade spéciale de la police a prolongé son enquête afin de faire toute la lumière sur cette affaire.

Les consignes de sécurité à l'aéroport ont été considérablement renforcées depuis le 11 septembre.

Plus récemment, après avoir reçu des informations d'Interpol, la police fidjienne a surveillé les activités d'un cartel international de la drogue, dans lequel sont impliquées plusieurs personnalités fidjiennes. Il faudrait renforcer les activités de surveillance des particuliers et des organisations soupçonnés de prêter assistance aux terroristes, en associant plus largement aux opérations les services responsables des contrôles aux frontières, notamment les services d'immigration, de douane et d'imposition indirecte, ainsi que les autorités portuaires.

Alinéa c) – Existe-t-il des lois ou des procédures interdisant de donner asile aux terroristes – par exemple, des lois visant à exclure ou à expulser les types de personnes visées à cet alinéa? Il serait utile que les États donnent des exemples des mesures prises à cet égard.

Aucune disposition de la loi sur l'immigration ne vise spécifiquement la répression du terrorisme. Il conviendrait de revoir la législation en vigueur afin d'y inclure la répression de la criminalité internationale liée au terrorisme, et notamment la traite d'êtres humains et l'introduction illicite de migrants sur le territoire, de même que le trafic de drogues ou d'armes. Le Gouvernement examine actuellement la législation relative à l'immigration, tout en restructurant le Département de l'immigration en vue d'améliorer son efficacité.

Une assistance technique et l'appui de spécialistes sont nécessaires pour l'élaboration de lois dans ce domaine du droit administratif.

Alinéa d) – Existe-t-il des lois ou des procédures empêchant que des terroristes n'utilisent votre territoire pour commettre des actes de terrorisme contre d'autres États ou contre des citoyens de ces États? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures prises à cette fin.

Information diffusée par Interpol sur les activités criminelles associées au terrorisme international (loi de 1997 sur l'entraide judiciaire et loi de 1997 sur le produit des activités criminelles)

Alinéa e) – Quelles mesures avez-vous prises pour que les actes de terrorisme soient érigés en infractions graves et pour que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes? Veuillez donner des exemples des condamnations obtenues et des peines prononcées.

Le maintien du crime de trahison a été confirmé dans le cadre des poursuites engagées contre les responsables du coup d'État de mai 2000. Le principal protagoniste, Speight, a plaidé coupable et a été condamné à la peine capitale,

sentence commuée en réclusion à perpétuité par le Président, dans l'exercice de son droit de grâce prévu par la Constitution.

Les procès en cour martiale des mutins de novembre 2000, qui sont actuellement en cours, peuvent eux aussi déboucher sur la peine de mort. Il importe d'assurer la cohérence des jugements et le respect des garanties constitutionnelles.

Les exemples qui précèdent montrent qu'il est possible d'étendre les dispositions pénales aux actes de terrorisme, qui seront ainsi assortis de peines sévères. Le moment est opportun puisque la Commission fidjienne de réforme de la législation passe actuellement en revue le régime des peines applicables.

Les lois de 1997 sur l'entraide judiciaire et le produit des activités criminelles sont également pertinentes. Certaines de leurs dispositions devraient faire l'objet d'amendements en vue de faciliter l'application de la résolution 1373.

D'une manière générale, une révision et une réforme de la législation s'imposent.

Alinéa f) – Quelles procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour aider les autres États? Veuillez donner des détails sur la manière dont ces procédures et mécanismes ont été utilisés dans la pratique.

Outre des accords bilatéraux et multilatéraux, les membres du Forum sont liés entre eux par des mémorandums d'accord conclus par l'intermédiaire d'organisations interinstitutions régionales comme la Conférence des chefs de police du Pacifique Sud, l'Organisation douanière de l'Océanie, la Conférence du Forum sur la sécurité régionale, la Conférence des directeurs des services d'immigration du Pacifique qui ont pour vocation de promouvoir l'échange d'informations sur les crimes transnationaux. Les membres du Forum se sont réunis les 2 et 3 mai 2002 pour examiner les questions d'application des lois suscitées par la résolution 1373 en prévision de la réunion du Forum consacrée à la sécurité régionale en juin 2002. On citera ici encore la loi relative à l'entraide et la loi relative aux produits des crimes.

Alinéa g) – Comment les contrôles effectués aux frontières de votre pays empêchent-ils les mouvements de terroristes? Quelles procédures appliquez-vous à cette fin pour la délivrance de documents d'identité et de documents de voyage? Quelles mesures avez-vous prises pour en empêcher la contrefaçon, etc.

Le resserrement de la sécurité dans les aéroports est une mesure évidente directement vécue par le public.

Les alertes et échanges d'informations avec les organismes métropolitains avertissent les services de contrôle des frontières de l'entrée de terroristes, sympathisants ou partisans de terroristes notoires, dont les déplacements sont suivis et surveillés étroitement par le Service spécial qui a pour mission de surveiller les mouvements dissidents politiques internes. Son mandat élargi, ce service serait en mesure de rassembler davantage de renseignements sur le terrorisme international.

Paragraphe 3

Alinéa a) – Quelles mesures avez-vous prises pour intensifier et accélérer l'échange d'informations opérationnelles dans les domaines visés à cet alinéa?

On a entrepris de raccorder la police fidjienne sur la base de données sur Internet ... voir l'examen de la question par la Conférence des chefs de police du Pacifique Sud tenue à Samoa...

Alinéa b) – Quelles mesures avez-vous prises pour échanger des renseignements et coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Le secrétariat du Forum fait office de chef de file des travaux de recherche, d'élaboration et de rédaction de lois types sur les crimes transnationaux menés à l'échelle régionale. Le Groupe mixte d'organismes d'application des lois (CLAG) a été à l'origine d'une constellation d'entités similaires dans les domaines ci-après : affaires maritimes, aéroports, lutte contre le blanchiment de l'argent, appui interministériel. Ces quatre composantes constitueront le Comité national de lutte contre le terrorisme placé sous la direction du Conseil national de sécurité où siègent le Premier Ministre, le Ministre de la justice, le Ministre des finances, le Ministre de l'intérieur, le Secrétaire à l'intérieur, le commandant des Forces armées de la République de Fidji, le Directeur de la police.

Alinéa c) – Quelles mesures avez-vous prises pour coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Voir la réponse donnée sous l'alinéa 2 c).

Alinéa d) – Quelles sont les intentions de votre gouvernement en ce qui concerne la signature ou la ratification des conventions et protocoles visés à cet alinéa?

Fidji est partie aux cinq conventions et protocoles internationaux concernant le terrorisme ci-après :

- Convention de 1969 relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs;
- Convention de 1971 pour la répression de la capture illicite d'aéronefs;
- Convention de 1973 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile;
- Protocole de 1988 pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention de 1973 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile;
- Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

Le Gouvernement avait accompli en 1997 les formalités nécessaires à la ratification de la Convention de 1991 sur le marquage des explosifs plastiques aux fins de détection et à la fin 2000 celle de la Convention internationale de 1997 pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et de la Convention internationale de 1999 pour la répression du financement du terrorisme. Compte tenu des événements du 11 septembre et du mandat confié au Comité de lutte contre le

terrorisme, le Gouvernement gagnerait à relancer cette entreprise. Un document établi par le Gouvernement permettrait de mettre en exergue toutes les questions importantes et de susciter la volonté politique nécessaire pour résoudre les questions pressantes.

Alinéa e) – Donner tous renseignements pertinents sur l'application des conventions, protocoles et résolutions visés à cet alinéa.

Constitution de la République des Fidji de 1998, chapitre 14

Décret de 1991 portant répression du terrorisme

Code pénal (Cap 17) et Code de procédure pénale (Cap 21)

Le Code pénal dépassé, consacre des dispositions générales au terrorisme. Plus précisément, il réprime l'enrôlement dans une armée étrangère (art. 71), la piraterie (art. 72), le détournement d'aéronefs (art. 73) et les infractions connexes contre les aéronefs (art. 74, 75 et 76).

Il réprime en son chapitre 10 les attroupements ou sociétés illégaux, les émeutes et autres atteintes à la paix publique.

L'article 65 1) (intention séditeuse) correspond à la partie II 2 du Décret portant création du Service du renseignement fidjien désormais rapporté, qui définissait le terrorisme comme la formation, la planification, les préparatifs ou autres activités menés dans le dessein de mener une subversion violente dans un pays étranger ou de commettre d'autres actes de violence dans un pays étranger.

Décret de 1990 portant création du Service du renseignement de Fidji (FIS)

L'annulation de ce décret en 1999 a créé un vide sur le plan de la sécurité imputé à l'arrivée au pouvoir du gouvernement travailliste. Le FIS avait pour vocation de prévenir et de réprimer les activités subversives violentes comme le terrorisme. Outre la définition susmentionnée, le terrorisme s'entendait également d'actes de violence tendant à réaliser un objectif politique aux Fidji ou dans un État étranger, y compris les actes de violence visant à influencer la politique ou les actes d'un gouvernement aux Fidji ou dans un pays étranger, ainsi que les actes de terrorisme punissables en vertu de toute loi dirigés contre les personnes jouissant d'une protection internationale, le détournement d'aéronef ou la destruction d'aéronef. Le FIS était chargé de rassembler, de traiter et de fournir en temps opportun des renseignements précis et objectifs au Conseil national de sécurité et départements et organismes ou personnes compétents.

Loi relative à l'ordre public (Cap 20)

Aux fins du maintien de l'ordre public, cette loi proscriit tous actes ou omissions visant à causer la mort ou des blessures à une personne, un groupe, une collectivité ou corps de personnes ou à endommager ou détruire des biens, à prévenir ou entraver par la violence ou par d'autres moyens illégaux l'exécution de toute loi écrite ou à susciter la résistance ou la désobéissance à ces lois. Aux termes du décret portant création du FIS, les actes en question peuvent être qualifiés actes de terrorisme tombant sous le coup des dispositions du décret, spécialement en cas de détournement d'aéronef ou autres infractions liées aux aéronefs.

Loi de 1994 portant sécurité de l'aviation civile

Cette loi qui réprime les infractions contre la sécurité de l'aviation civile pourvoit à la protection de l'aviation civile contre les actes illicites, à la sécurité des aéroports et prévoit la fouille et l'arrestation des exploitants et commandants d'aéronef et des matières connexes.

Cette loi énumère en sa partie II les infractions contre la sécurité de l'aviation civile comme suit :

Article 3. Le fait de s'emparer ou de prendre le contrôle en violation de la loi par la force, ou par menace ou intimidation quelconque, d'un aéronef à bord duquel des personnes ont pris place, quel que soit la nationalité de l'auteur, le pays d'immatriculation de l'aéronef ou l'endroit où il se trouve.

L'article 4 réprime toute entente ou commission de tout acte à bord d'un aéronef en liaison avec le détournement. L'article 5 définit l'infraction de sabotage d'aéronef, s'agissant des aéronefs utilisés par les services de l'armée, des douanes ou de police de Fidji.

Sont également visés la mise en danger d'aéronef, le sabotage des aéroports, les infractions connexes, le fait de s'emparer d'un aéronef et diverses menaces et fausses déclarations concernant les aéronefs et les aéroports.

Alinéa f) – Quels lois, procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour vous assurer que les demandeurs d'asile n'ont pas participé à des activités terroristes avant de leur octroyer le statut de réfugié? Veuillez citer des exemples à ce sujet.

Fidji ne consacre expressément aucun texte aux réfugiés et demandeurs d'asile. Le pays gagnerait à l'occasion de la révision et de réforme de ses lois à codifier ses obligations conventionnelles en matière de droit des réfugiés et à se donner des dispositions essentielles pour pouvoir déterminer que les demandeurs d'asile n'ont pas d'antécédents, de liens ou d'activités terroristes et ce en raison de la nouveauté de la matière qui est inconnue à Fidji.

Alinéa g) – Quelles procédures avez-vous mises en place pour empêcher que les terroristes ne détournent à leur profit le statut de réfugié? Veuillez donner des détails sur les lois ou les procédures administratives qui empêchent que la revendication de motivation politique ne soit considérée comme pouvant justifier le rejet de demande d'extradition de terroriste présumé. Veuillez citer les cas pertinents.

Prière de se référer aux réponses données sous l'alinéa f) du paragraphe 3. En outre, l'absence de réfugiés ou de demandeurs d'asile sur le territoire des Fidji a été à l'origine d'un excès de confiance générale. Les cas récents d'entrée clandestine de personnes en Australie qui ont conduit à la création d'un sous-comité interministériel des réfugiés a remis en cause cette attitude. Cette entité aura sans doute besoin de compétences et conseils d'experts pour pouvoir examiner tout l'éventail de questions qui ont une incidence sur sa mission.

La multiplication récente des cas de trafic de passeports ou autres infractions concernant les titres de voyage et le nombre de passagers bloqués a donné à penser aux autorités qu'elles sont sans doute en présence d'un trafic plus vaste. Les

enquêtes menées par la presse sur le rôle prééminent des gangs chinois dans les activités criminelles constatées à Fidji a incité à plus de vigilance.

Mesures prises par le pouvoir exécutif

Depuis la Conférence de Honolulu consacrée à la lutte contre le terrorisme dans les îles du Pacifique tenue en mars 2002, Fidji envisage d'arrêter une action coordonnée sous la houlette du Conseil national de sécurité (Premier Ministre, Ministre de la justice, Ministre des finances et Ministre de l'intérieur) afin de suivre l'application de la résolution 1373 à la faveur de rapports présentés par les quatre comités constitutifs :

- Comité responsable de la lutte contre le blanchiment de l'argent;
- CLAG (aéroports);
- CLAG (affaires maritimes);
- CLAG (appui interdépartemental comportant la Brigade spéciale de la police.

Cette action devra rencontrer l'adhésion du Gouvernement avant de pouvoir être mise en oeuvre.

Besoins

Compétences juridiques

Compétences en matière de réforme et de rédaction de lois assorties d'une spécialisation dans le domaine des crimes et du terrorisme internationaux

Compétences nécessaires à l'étude des solutions normatives qui s'offrent :

- Le Programme législatif australien comportant sept projets de loi;
- L'action législative d'ensemble proposée par le Groupe d'experts sur des mesures d'ordre législatif et administratif visant à lutter contre le terrorisme, constitué par le Secrétariat du Commonwealth; ou
- L'approche d'ensemble recommandée pour les anciens territoires des États-Unis ;

Application effective des lois en vigueur dans la limite des ressources et moyens disponibles.

Autres domaines d'assistance identifiés

- Conception et mise en place de dispositifs administratifs et d'intervention efficaces;
- Durcissement des mesures de contrôle des frontières en cours de réaménagement dans le sens de la conformité avec la législation pertinente. Les compétences spécifiques nécessaires dans d'autres domaines intéressant la résolution 1373 (2001) font défaut;
- Surveillance et répression des activités internationales étroitement liées au terrorisme international;
- Stratégie d'information, de communication et de technologie nécessaire au renforcement des capacités dans le sens d'une vigilance continue;

- Il est nécessaire d'établir une coordination policière interne en s'inspirant des modèles de meilleure pratique suivis par d'autres pays qui connaissent la même situation (grand isolement, faiblesse des ressources et médiocrité des moyens techniques).

Fidji souhaite vivement ouvrir un dialogue avec le Comité contre le terrorisme. Pour mémoire, le texte de la loi de 1997 relative à l'entraide judiciaire et de la loi de 1997 relative aux produits des crimes peut être consulté sur le site suivant : <http://www.undcp.org/adhoc/legal_library/undep/legal_library/index-countries-fj.html>; ce site propose également en ligne le texte de la loi relative aux drogues dangereuses et les textes connexes ou en portant modification.
